



28 MAR. 2006

Ministère de la Santé et des Solidarités

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ
Département des situations d'urgence sanitaire
DGS - DÉSUS - N° 06012

DIRECTION DE L'HOSPITALISATION ET
DE L'ORGANISATION DES SOINS
Cellule de gestion des risques
Personne chargée du dossier : D. Péton-Klein
Tél. : 01 40 56 45 11, Fax : 01 40 56 65 16
Email : dominique.peton-klein@sante.gouv.fr

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

02538

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE
DÉPARTEMENT
MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
MESDAMES ET MESSIEURS LES HAUTS COMMISSAIRES
DE LA RÉPUBLIQUE

Directions départementales et régionales
des affaires sanitaires et sociales
Directions de la santé et du développement social
(pour exécution)

Objet : grippe aviaire : vigilance sanitaire dans les zones d'attente pour personnes en instance (ZAPI), dans les Centres de rétention administrative (CRA) et dans les locaux de rétention administrative (LRA)

Les structures citées en objet constituent des lieux collectifs d'accueil et d'hébergement temporaire pour des ressortissants étrangers récemment arrivés en France. L'extension actuelle des foyers d'épizootie d'influenza aviaire à virus A (H5N1) et la survenue aux portes de l'Europe de cas humains de grippe aviaire par ce virus, majorent le risque d'arrivée de cas possibles par diverses voies d'entrée sur le territoire national, et rendent nécessaire le renforcement de la vigilance sanitaire dans ce type de structure.

Dans ce contexte, je vous demande de bien vouloir identifier les établissements de ce type dans votre département afin d'en sensibiliser les responsables. La liste jointe pourra vous y aider pour les CRA et les ZAPI. Les DDASS sont destinataires des arrêtés préfectoraux créant les locaux de rétention administrative. Les mesures à mettre en place dans ces établissements sont les suivantes :

- dans les ZAPI connexes d'un aéroport international :

Une information sur la grippe aviaire des médecins en charge de la ZAPI et du personnel de celle-ci doit être réalisée. Il est en outre nécessaire de mettre en place un examen médical systématique à l'entrée et au dixième jour (et/ou à la sortie) à la recherche de signes évocateurs de grippe chez tous les admis en provenance d'un pays où sévit l'épizootie (cf. définition de cas possible de l'InVS¹) ou de provenance inconnue. En cas de transfert avant le dixième jour, une information sur la nécessité de pratiquer un tel examen au dixième jour doit être donnée au responsable de l'établissement destinataire de la personne concernée. Ce responsable, au même titre que le médecin et le personnel de la ZAPI d'origine, devra également être informé de la conduite à tenir (prise en charge de la personne) en cas de signes évocateurs, laquelle est indiquée sur le site de l'InVS¹.

.../...

¹ http://www.invs.sante.fr/surveillance/grippe_aviaire/fiche_pratique.html

- pour tous les autres établissements susceptibles de prendre en charge des ressortissants étrangers en situation de rétention administrative :

Une information et une sensibilisation des professionnels de santé et du personnel intervenant dans ces centres sur la grippe aviaire et les procédures en cas de signes évocateurs de grippe doivent également être réalisées.

Vous indiquerez aux responsables de ces deux types d'établissements la nécessité, pour les professionnels de santé qui interviennent en leur sein, de consulter régulièrement le document de l'InVS, la liste des pays concernés par des foyers et/ou cas humains de grippe aviaire étant mise à jour en fonction de l'extension de l'épizootie.

A ce jour, en l'absence de transmission inter-humaine du virus A(H5N1), il n'y a pas lieu d'appliquer de mesure de quarantaine pour les autres résidents ou personnels ayant été en contact avec le cas suspect détecté au cours du séjour. Il importe de rappeler ce point à l'encadrement de ces structures et de répondre le cas échéant à ses interrogations.

Nous vous rappelons que tout cas suspect détecté au sein de ces structures devra :

- faire l'objet d'un signalement immédiat au SAMU - Centre 15, conformément au protocole de prise en charge, permettant d'éliminer le diagnostic ou le classement du patient en cas possible et, le cas échéant, d'organiser sa prise en charge rapide à visée diagnostique et thérapeutique en milieu hospitalier ;
- porter un masque chirurgical et être isolé des autres résidents dans l'attente de sa prise en charge hospitalière ; cet isolement est décidé par précaution dans la situation actuelle en l'absence de transmission inter humaine.

Afin de permettre cette prise en charge, vous vous assurerez de l'existence :

- de conventions entre les ZAPI et des établissements de santé,
- de conventions entre les centres de rétention administrative et des établissements de santé, au titre de l'article 12 du décret n°2005-617 du 30 mai 2005 relatif à la rétention administrative et aux zones d'attente,
- de protocoles de recours en urgence à un médecin généraliste *via* le Centre 15 pour les structures de petite taille ou temporaires (telles que les locaux de rétention administrative, permanents ou provisoires, créés localement par les préfets conformément aux dispositions de l'article 5 du décret suscité).

Il vous appartient de sensibiliser les établissements de santé liés par convention avec ces structures pour la mise en œuvre des présentes instructions.

Les dispositions à mettre en œuvre dans ce contexte dans les Centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA et assimilés) sont de nature différente, les personnes accueillies résidant sur le territoire national depuis plus de dix jours, sauf exception. Le service de santé publique et d'assistance médicale de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM, créée le 18 janvier 2005), en charge de l'organisation du suivi médical de ces structures, vous transmettra prochainement ses instructions.

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur de l'hospitalisation
Et de l'Organisation des Soins

Le Directeur Général de la Santé,



Pr Didier HOUSSIN

Copie à : DPM, DGAS, ANAEM et ARH

Jean CASTEX

Centres de rétention administrative (source : arrêté du 29 août 2005 pris en application de l'article 2 du décret n°2005-617 du 30 mai 2005 relatif à la rétention administrative et aux zones d'attente pris en application des articles L.111-9, L.551-2, L.553-6 et L.821-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)

DEPARTEMENT	ADRESSE(S)
Bas-Rhin	Rue du fort 67118 GEISPOLSHHEIM
Essonne	Hôtel de police, rue Emile Zola 91120 PALAISEAU
Gironde	Commissariat central, 23, rue François de Sourdis 33000 BORDEAUX
Guadeloupe	Site du Morne-Vergain 971 LES ABYMES
Guyane	Aéroport de Rochambeau 973 CAYENNE
Haute-Garonne	38, chemin du Prat Long 31000 TOULOUSE
Hérault	15, quai François Maillol 34200 SETE
Loire-Atlantique	Hôtel de police, Place Waldeck-Rousseau 44000 NANTES
Nord	Route de la Drève 59810 LESQUIN
Paris	Site de Vincennes : Ecole Nationale de Police de Paris Avenue de l'Ecole de Joinville 75012 PARIS Site du Palais de Justice : dépôt 3, quai de l'horloge 75001 PARIS
Pas-de-Calais	Hôtel de police, Boulevard du Kent 62903 COQUELLES
Pyrénées-Atlantiques	Rue Joliot-Curie 64700 HENDAYE
Pyrénées-Orientales	Camp Joffre, Route d'Opoul 66600 RIVESALTES
Rhône	Poste de police aux frontières, Aérogare Saint-Exupéry 69125 SATOLAS
Seine-et-Marne	1, rue Périchet 77990 LE MESNIL-AMELOT
Seine-Maritime	Ecole Nationale de Police, Route des Essarts 76350 OISSEL
Seine-Saint-Denis	Hôtel de police, 45, rue de Carency 93000 BOBIGNY

Zones d'attente pour les personnes en instance (ZAPI)

DEPARTEMENT	LOCALISATION(S)
ALPES MARITIMES (06)	Aéroport Nice Côte d'Azur (T1 et T2)
AUDE (11)	Port-la-Nouvelle
BAS-RHIN (67)	Aéroport Strasbourg-Entzheim
BOUCHES DU RHONE (13)	Aéroport de Marseille-Provence Port autonome de Marseille
CORSE 2A	Aéroport d'Ajaccio Campo Del'Oro Port d'Ajaccio Aéroport de Figari Sud Corse Port de Bonifacio
GIRONDE (33)	Aéroport de Bordeaux Mérignac Port autonome de Bordeaux
GUADELOUPE	Aéroport Pôle Caraïbes Abymes Aéroport de Grand Case à Saint-Martin Aéroport Saint-Jean à Saint Barthélemy Port de Pointe-à-Pitre Port de Gustavia à Saint Barthélemy Port de Marigot Saint Martin
GUYANE	Aéroport de Cayenne Rochambeau
HAUTE-CORSE 2B	Aéroports de Bastia – Poretta, Aéroport Calvi Sainte Catherine Port de Bastia, Port de Calvi
HAUTE-GARONNE (31)	Aéroport de Toulouse Blagnac
HAUT-RHIN (68)	Aéroport Bâle - Mulhouse
HERAULT (34)	Port de Sète
ILLE-ET-VILAINE (35)	Port de Saint-Malo
LOIRE-ATLANTIQUE (44)	Aéroport de Nantes - Atlantique
MANCHE (50)	Port de Cherbourg
MARTINIQUE	Aéroport de Fort-de-France/ le Lamentin Port de croisière de Fort-de-France Port de plaisance de Fort-de-France
MAYOTTE	Port de commerce et de voyageurs de Daoudzi (Petite-Terre) Aéroport de Dzaoudzi-Pamandzi (Petite-Terre) Port de Longoni (Grande-Terre)
NORD (59)	Aéroport de Lille Lesquin Gare de Lille Europe Port de Dunkerque
NOUVELLE-CALÉDONIE	Aéroport de Tontouta
PAS-DE-CALAIS (62)	Gare de Calais-Frethun Port de Calais Port de Boulogne/Mer
PUY-DE-DOME (63)	Aéroport de Clermont-Ferrand-Aulnat
PYRENEES ATLANTIQUES (64)	Port d'Hendaye
REUNION	Hôtel de police de Malartic (St-Denis) Aéroport de Gillot-Sainte Marie Aéroport de Pierrefonds St Pierre
RHONE (69)	Aéroport de Lyon Saint Exupéry Aéroport de Lyon Bron
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	Port et aéroport : ses limites sont l'agglomération de Saint-Pierre
SEINE MARITIME (76)	Port autonome du Havre
VAL D'OISE (95)	Aéroport de Roissy Charles de Gaulle et le Bourget
VAL-DE-MARNE (94)	Aéroport d'Orly